Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Surete-et-securite-nucleaire-la-commission-d

9 février 2018

Sûreté et sécurité nucléaire : la commission d'enquête de l'Assemblée planchera dans une semaine

Paris - La commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, qui sera présidée par Paul Christophe (UDI-Agir) et dont Barbara Pompili (LREM) sera rapporteur, débutera ses travaux jeudi prochain, a-t-on appris jeudi de source parlementaire.

"Je souhaite que nous travaillions de manière dépassionnée afin notamment d'informer au mieux citoyens et décideurs politiques sur ce sujet majeur", a tweeté Mme Pompili, présidente de la commission du Développement durable et élue LREM de la Somme, à l'occasion de la réunion constitutive dans la matinée.

Pour Paul Christophe, "les pouvoirs d'enquête et d'audition sous serment pourront nous être très utiles pour nous informer sur la vulnérabilité aérienne, notamment sur le survol de drones, ou sur les nouveaux types de menaces comme les cyberattaques".

Sur les questions de sûreté, "il faut que nous soyons pleinement rassurés sur la façon dont les événements climatiques pourraient toucher les centrales françaises et sur la capacité à prévenir les risques d'inondation ou de submersion, voire les risques sismiques", selon un communiqué du député.

Dans leurs auditions, les membres de la commission d'enquête, qui ont tenu leur réunion constitutive dans la matinée, comptent entendre des associations et ONG, les exploitants, des experts sécurité, ou encore des spécialistes de la gestion des déchets.

Ils souhaitent également faire des déplacements ainsi qu'une rencontre avec l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La commission aura quatre vice-présidents : Anthony Cellier (LREM, Gard), Jimmy Pahun

(apparenté MoDem, Morbihan), Julien Aubert (LR, Vaucluse), ancien co-auteur d'un rapport sur la gestion des matières et déchets radioactifs, Hervé Saulignac (Nouvelle Gauche, Ardèche), dont le département compte la centrale nucléaire de Cruas-Meysse, où s'étaient introduits des militants de Greepeace.

L'Assemblée nationale a adopté la semaine dernière la résolution LREM créant une commission d'enquête "sur la sûreté et la sécurité" des installations nucléaires pour six mois, en dépit de la vive opposition des élus LR pour qui "on veut saper la confiance des Français dans les centrales".

"Il ne s'agit pas d'un débat pour ou contre le nucléaire", avait assuré Mme Pompili (LREM, issue des rangs écologistes), ancienne secrétaire d'Etat.

La France est "le premier pays au monde en nombre de réacteurs nucléaires en exploitation par habitant" avec 58 réacteurs pour quelque 66 millions de Français, et la présence de 19 centrales notamment "impose une vigilance sans faille", surtout après l'intrusion de militants de Greenpeace qui "a provoqué des inquiétudes légitimes dans l'opinion", avait-elle plaidé.

LR excepté, la démarche LREM a été soutenue par tous les groupes politiques, dont les socialistes, qui avaient eux-même souhaité une telle commission d'enquête. Chaque groupe parlementaire a le droit, une fois par session, à user de son "droit de tirage" pour une commission d'enquête.

(©AFP / 08 février 2018 17h57)